



## Communiqué des organisations

Syndicales du Loiret du 24 avril 2020

### Plus que Jamais le 1er mai !

Lors de son annonce d'un début de déconfinement le 11 mai, Emmanuel Macron a provoqué la surprise et l'inquiétude en décidant d'une réouverture progressive des crèches, des écoles et des établissements scolaires dès cette date. En effet, comment expliquer la logique sanitaire d'une telle décision, alors que la fermeture avait précédé le confinement au motif que les enfants et adolescents étaient des vecteurs souvent asymptomatiques de contamination ?

De plus, qui peut croire que les mesures efficaces, préconisées par l'Inserm ou l'académie de médecine, pour prévenir une seconde vague - tests généralisés, masques, gels hydro-alcooliques, maintien de la distanciation sociale, etc. - pourront être mises en œuvre avec des enfants et des adolescents, dans des écoles et des établissements qui manquent de sanitaires dignes de ce nom et de médecine du travail et scolaire ? En prolongeant au-delà de cette date la fermeture des cafés, restaurants, lieux de culture, le gouvernement reconnaît de fait que les regroupements en lieux clos créent une situation de mise en danger sanitaire pour la population.

Cette annonce provoque l'inquiétude légitime des personnels de l'éducation et des parents d'élèves. Le ministre Blanquer, lors de ses rencontres avec les organisations syndicales, ose avancer les efforts nécessaires des personnels et l'incompréhension que susciterait leur refus de cette réouverture.

Pourtant, à l'image de l'ensemble des services publics, que ce gouvernement ne cesse d'attaquer, les personnels ont accompli d'énormes efforts pour maintenir un lien d'apprentissage avec leurs élèves, durant toute cette période. Elles et ils se sont également massivement portés volontaires pour garder à l'école les enfants des personnels soignants, malgré le manque de protection fournies par les collectivités et l'État.

Dans ces temps difficiles de pandémie mondiale, nous devons penser à nous protéger individuellement contre la maladie, mais nous devons aussi continuer à nous protéger collectivement contre les attaques antisociales que le gouvernement continue de mener par ordonnances. Ces nouveaux textes votés dans l'urgence, remettent en cause les 35 heures, les congés payés, les RTT, les repos hebdomadaire, le travail du dimanche et les jours fériés.

Dans le monde des centaines de milliers de morts du Covid 19, plus de 21 000 décès en France. Dans le même temps les ravages du Covid 19 parmi les personnes âgées tournent en tragédie, que ce soit pour celles résidant en EHPAD, dans des structures d'accueil ou de soins, comme pour celles ayant recours à des structures de services à la personne pour leur maintien à domicile. Cette scandaleuse tragédie a pris le visage d'une discrimination à l'égard des personnes âgées. En effet, du fait du manque de masque, de respirateur, les personnes âgées de plus de 70 ans ne sont pas admis en réanimation, même si elles présentent des symptômes graves, mais dirigées vers des lits de médecine générale: des médecins responsables de service ont reconnu être dans l'obligation de procéder à une sélection par l'âge, le terme est abject, par manque de respirateurs et de lits de

réanimation, avec comme résultat la mort de malades qui auraient pu être sauvés.

C'est dans les rangs des retraités qu'on comptera le plus de victimes, en EHPAD, à domicile, à l'hôpital.

C'est bien là le triste résultat des politiques menées par les gouvernements successifs depuis près de 40 ans.

Il nous est demandé de nous mettre tous les soirs à nos fenêtres pour applaudir les personnels des structures de soins et d'accueil et ceux qui font que notre vie de tous les jours ne soit pas trop impactée, malgré le confinement.

Des catégories qui étaient dénigrées hier : caissières, éboueurs, camionneurs, enseignants, soignants, petits paysans, font aujourd'hui largement la preuve de leur utilité en cette période de crise. Ainsi, les fonctionnaires territoriaux sont pour certain.es en première ligne. Les aides à domicile continuent d'aller visiter nos anciens, les animateurs sont mis à contribution pour garder les enfants des soignants et les assistantes sociales sont plus que jamais sur le pont pour soutenir les personnes les plus faibles (enfants, personnes âgées...). Dans la même veine, les facteurs continuent les tournées malgré les risques encourus et le laxisme de La Poste. Aujourd'hui ils.elles les traitent en héros. Mal payé.es, non considéré.es, connaissant des fins de mois difficiles, ils.elles sont désigné.es comme des "héros du quotidien" de la part de ceux et celles qui, depuis trois ans, dix ans, vingt ans, gouvernent et favorisent les riches. Demain, une fois la pandémie passée, ils.elles retomberont dans l'oubli.

Les applaudir c'est bien mais reconnaître leurs mérites, les services qu'ils.elles rendent, ce serait mieux pour aujourd'hui et demain pour la sécurité sanitaire de la population.

Nous demandons que s'engagent sans plus attendre des politiques publiques de long terme pour ne plus jamais revivre ça passant par :

- l'embauche massive de personnel dans les structures qui en ont immédiatement le besoin (hôpital, EHPAD). Face à l'urgence sanitaire, des mesures de rupture sont nécessaires.
- Un plan de développement de tous les services publics
- L'arrêt immédiat des activités non indispensables pour faire face à l'épidémie.
- la Protection totale pour les salariés qui travaillent (gants en quantité, masques, gel hydro alcoolique, combinaison dans certain secteur, mesure barrière...)
- un plan de réorientation et de relocalisation solidaire de l'agriculture, de l'industrie et des services, pour les rendre plus justes socialement, en mesure de satisfaire les besoins essentiels des populations et de répondre à la crise écologique.

Nous sommes des héros aujourd'hui nous voulons les rester demain : Nous demandons l'abrogation de toutes les lois antisociales votées ces dernières années et qui ont favorisé la précarisation d'une grande partie des travailleuses et des travailleurs en particulier l'assurance chômage et retraite ainsi que celle dite de « transformation de la Fonction Publique » alors que cette dernière est encore une fois, et heureusement pour nous, en 1ère ligne.

Mobilisons-nous dès maintenant et donnons-nous rendez-vous le "jour d'après" pour réinvestir les lieux publics pour reconstruire ensemble un futur, écologique, social et démocratique, en rupture avec les politiques menées.

Le 1er mai malgré le confinement, les organisations syndicales CGT, FSU, Solidaires du Loiret appellent à la solidarité des travailleurs en France, pour un monde de progrès sociale et de paix.

**Elles appellent tous les salariés le jour du 1er mai 2020 à se saisir des réseaux sociaux de leurs divers syndicats pour adresser des messages de solidarité et d'espoir pour l'émancipation des travailleurs.**